



Conseil économique et social

Distr. générale
29 avril 2015
Français
Original : anglais

Session de 2015

21 juillet 2014-22 juillet 2015

Point 12 a) de l'ordre du jour

**Questions de coordination, questions relatives
au programme et autres questions : rapports
des organes de coordination**

Rapport annuel d'ensemble du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination pour 2014

Résumé

Le présent rapport dresse un panorama d'ensemble des activités de coopération interorganisations menées dans le cadre du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) en 2014. Il revient sur les principales activités engagées par le CSS pour promouvoir l'adoption d'une approche cohérente dans les domaines stratégique, opérationnel et administratif afin d'améliorer la coordination des initiatives prises à l'échelle du système des Nations Unies en appui aux efforts déployés dans ce domaine par les organismes intergouvernementaux. Il décrit aussi les mesures prises pour améliorer la cohérence et la coordination des activités de préparation et de suivi des conférences et sommets des Nations Unies à l'échelle du système. En 2014, le CSS a poursuivi ses efforts visant à accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et a coordonné l'établissement du programme de développement pour l'après-2015 à l'échelle des Nations Unies. Par l'intermédiaire de son Comité de haut niveau sur les programmes, le Conseil a apporté sa contribution à la troisième Conférence sur les petits États insulaires en développement, aux activités de préparation de la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable, à la mise en œuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 et à la vingtième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (15 juin 2015).



Soucieux d'améliorer l'efficacité et l'impact des activités opérationnelles du système des Nations Unies, le Conseil a, par l'entremise du Groupe des Nations

Unies pour le développement, accordé la priorité à la mise en œuvre de manière cohérente de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles des Nations Unies au service du développement dans l'ensemble du système. Pour ce qui est des questions administratives et de gestion intéressant le système dans son ensemble, le CSS, par l'intermédiaire du Comité de haut niveau sur la gestion, s'est penché sur les pratiques communes en matière d'achats, la modernisation de la gestion des ressources humaines et l'amélioration des pratiques de fonctionnement. Le rapport met aussi en lumière les activités de coordination entre le CSS et les autres organes à financement conjoint.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Activités de préparation et de suivi des conférences et réunions au sommet des Nations Unies	5
A. Moyens d'accélérer les objectifs du Millénaire pour le développement.	6
B. Coordination de la contribution du système des Nations Unies à l'établissement du programme de développement pour l'après-2015	7
C. Contribuer à l'établissement d'un « Nouveau Programme pour les villes »	9
III. Renforcement de la cohérence et de la coordination des politiques	10
A. Promotion de l'emploi des jeunes	10
B. Cybercriminalité et cybersécurité	11
C. Faciliter l'action menée par le système des Nations Unies en ce qui concerne les changements climatiques	11
IV. Renforcement de l'efficacité, de l'efficience, de la cohérence et de l'impact des activités opérationnelles des Nations Unies en faveur du développement	12
V. Améliorer les fonctions administratives et de gestion du système des Nations Unies et innover en la matière.	14
VI. Application des Normes comptables internationales pour le secteur public.	18
VII. Accentuer la transparence et le respect du principe de responsabilité	19
VIII. Coordination entre le Conseil des chefs de secrétariat et les autres organismes à financement conjoint	19
IX. Conclusions	20
Annexe	
Résumé de l'état d'avancement de la mise en œuvre des conclusions et des recommandations figurant dans le rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa cinquante-quatrième session (A/69/16)	21

I. Introduction

1. En application de la résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social, le présent rapport récapitule les travaux menés par Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) au cours de l'année écoulée. Il fait aussi suite aux dispositions du paragraphe 4 b) de la résolution 64/289 de l'Assemblée générale relative à la cohérence du système des Nations Unies, par lesquelles l'Assemblée générale priait le Secrétaire général d'incorporer les informations portant sur les travaux du Conseil dans le rapport annuel d'ensemble que celui-ci soumet au Conseil économique et social, rapport qui est également étudié par le Comité du programme et de la coordination, et ce pour promouvoir un dialogue plus efficace. Le présent rapport porte sur l'année 2014.
2. Conformément à la résolution 69/17 de l'Assemblée générale, par laquelle l'Assemblée faisait siennes les conclusions et recommandations formulées dans le rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa cinquante-quatrième session (A/69/16, chap. III.A), le présent rapport décrit les principales activités engagées sous l'égide du CSS en vue d'accentuer la cohérence et la coordination de l'action menée par les organismes des Nations Unies pour exécuter les mandats qui leur ont été confiés par les organismes intergouvernementaux.
3. Dans sa résolution 69/17, l'Assemblée générale a noté la contribution en 2013 du CSS au renforcement de la coordination et de la cohérence à l'échelle du système des Nations Unies sur le plan des politiques, des opérations et de la gestion. En particulier, l'Assemblée générale a salué l'intensification des efforts déployés par le Conseil en vue de promouvoir à l'échelle du système des activités de préparation et de suivi des principales conférences des Nations Unies, l'action du Conseil visant à accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et la fourniture d'un appui concret aux activités menées à l'échelle des pays pour parvenir à des résultats tangibles. Concernant le rôle du CSS dans la coordination, à l'échelle du système des Nations Unies, des activités de préparation et de suivi du programme de développement pour l'après-2015, le Conseil a été invité à indiquer les moyens de renforcer son rôle de manière à promouvoir la cohérence des politiques à l'échelle du système des Nations Unies et à assurer ainsi une coordination efficace des nombreuses activités touchant la programmation, la gestion et les opérations du programme de développement de l'après-2015.
4. L'Assemblée générale a aussi noté que le CSS poursuivait son œuvre d'harmonisation et de simplification des pratiques de fonctionnement, ce qui aboutissait à des gains d'efficacité, que permettait l'allègement des contraintes administratives et procédurales, et a salué l'action menée par le CSS pour instaurer de bonnes pratiques dans le domaine de la gestion de la performance. Le Conseil a été invité à indiquer si le nouveau système d'agrément des fournisseurs avait permis d'accroître la participation des pays en développement et des pays en transition aux passations de marchés des Nations Unies. L'Assemblée générale a en outre formulé des demandes relatives à l'adoption d'une approche coordonnée du multilinguisme, à la prise en compte de l'appui à la coopération Sud-Sud et à la poursuite du dialogue entre le CSS et les États Membres.
5. Au moment de l'établissement du présent rapport, la communauté internationale continue de faire face à un grand nombre de défis mondiaux,

notamment à des niveaux de plus en plus élevés de pauvreté et de chômage, en particulier parmi les jeunes, à une rapide urbanisation, à des crises dans le domaine de la santé et le domaine humanitaire, aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles. Les États Membres étant à la recherche de solutions à ces problèmes divers et complexes, le système des Nations Unies s'est engagé à appuyer les efforts des pays en usant de sa vaste expertise technique et en mettant à profit sa grande expérience opérationnelle. En tant qu'organe de coordination, le CSS et ses mécanismes subsidiaires, le Comité de haut niveau sur les programmes, le Comité de haut niveau sur la gestion et le Groupe des Nations Unies pour le développement, renforcent la cohérence des politiques, de la gestion et des opérations, dans le but d'accroître l'efficacité et l'efficience des activités du système des Nations Unies. Les activités du CSS sont menées en application des mandats donnés par des organismes intergouvernementaux et pour appuyer les priorités des États Membres.

6. La transparence des activités du Conseil et l'application du principe selon lequel celui-ci doit rendre des comptes aux États Membres demeurent des priorités essentielles pour le CSS. En 2014, le Conseil a continué à rechercher des occasions d'échanges avec les États Membres sur des questions de fond et à enrichir les informations mises en ligne sur son site Web (www.unsceb.org). Le Conseil a aussi poursuivi sa concertation avec d'autres organismes à financement conjoint, en particulier la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) et le Corps commun d'inspection.

II. Activités de préparation et de suivi des conférences et réunions au sommet des Nations Unies

7. Tout au long de 2014, le CSS, comme l'Assemblée générale l'en a prié, s'est employé à coordonner les activités menées par les organismes des Nations Unies pour la préparation et le suivi des conférences et réunions au sommet des Nations Unies, notamment du Sommet du Millénaire des Nations Unies et de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, ainsi que pour la préparation de la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, de la troisième Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles, du sommet pour l'adoption du programme de développement pour l'après-2015 et de la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III). Il a, à cet effet, élaboré des contributions conjointes et intensifié la cohérence de l'action du système aux fins de la mise en œuvre des décisions prises à l'issue de ces conférences et réunions.

8. En application des résolutions 67/220, 68/224 et 69/231, la mise en œuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 a été un point distinct à l'ordre du jour du Conseil depuis la première session ordinaire de 2013, en vue d'appuyer la coordination et le suivi de cette mise en œuvre à l'échelle du système. Afin de renforcer davantage la coordination, le Bureau du Haut-Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement est en train de mettre au point un ensemble d'outils pour

l'intégration du Programme d'action d'Istanbul dans les programmes de travail des organisations du système des Nations Unies.

9. En outre, à sa première session ordinaire de 2014, le CSS a publié une déclaration commune à la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement dans laquelle il affirmait la détermination qu'avait le système de mettre en œuvre un programme d'appui coordonné à ces États, d'améliorer la cohérence dans les interventions des entités des Nations Unies en faveur de ces États, d'apporter un appui au développement des capacités d'adaptation de ces États et d'établir un partenariat véritable et durable au service du développement durable. En application de la résolution 68/238 de l'Assemblée générale, le Conseil a aussi organisé une réunion parallèle de haut niveau sur le thème du partenariat du système des Nations Unies avec les populations des petits États insulaires en développement, à laquelle ont pris part le Premier Ministre de Samoa et 12 dirigeants d'organismes des Nations Unies¹. Il a mis en exergue la contribution concrète que le système des Nations Unies a apportée au développement durable des petits États insulaires en développement et a montré comment tous les organismes travaillaient ensemble avec les petits États insulaires en développement et en faveur de ceux-ci. Par exemple, afin de renforcer l'impact du tourisme sur le développement, le tourisme qui est une industrie vitale dans de nombreux petits États en développement, neuf organisations du système des Nations Unies apportent ensemble un appui plus cohérent au développement du tourisme et coordonnent leur action liée au tourisme grâce à une initiative dirigée par l'Organisation mondiale du tourisme.

10. En outre, à sa deuxième session ordinaire de 2014, le Conseil a fait sienne une déclaration à la Conférence mondiale des Nations Unies sur la prévention des catastrophes naturelles, en réaffirmant son engagement à faire en sorte que les efforts collectifs du système des Nations Unies en faveur du développement durable soient fortement axés sur la réduction des risques de catastrophe et la préparation pour y faire face, à aider les pays à mettre en place une solide gestion des risques grâce à une direction éclairée et efficace, et à assurer une cohérence et une efficacité aux opérations.

A. Moyens d'accélérer les objectifs du Millénaire pour le développement

11. L'échéance de 2015 pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement étant proche, le CSS avait décidé, à sa deuxième session ordinaire de 2012, d'inclure un examen de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement à l'ordre du jour de chacune des sessions qu'il tiendrait jusqu'en 2015, en commençant par sa première session ordinaire de 2013, en vue d'aider à

¹ Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Groupe de la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du tourisme, la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, ONU-Femmes, la Commission économique pour l'Asie et le Pacifique, le Département des affaires économiques et sociales du secrétariat, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

l'accélération des progrès dans les pays qui rencontrent des difficultés à réaliser un ou plusieurs des objectifs. Dans sa résolution 69/17, l'Assemblée générale a salué l'action que menait le Conseil pour accélérer la réalisation des objectifs et la fourniture par le CSS d'un appui concret aux efforts déployés à l'échelle des pays pour parvenir à des résultats tangibles.

12. L'examen est mené au niveau des chefs de secrétariat, sous la direction du Secrétaire général et la coprésidence de l'Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Président du Groupe de la Banque mondiale. Chaque examen permet de recenser les goulets d'étranglement qui entravent la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et de déterminer les mesures concrètes que les organismes des Nations Unies doivent prendre pour aider les pays à obtenir des résultats tangibles. Il ne fait pas double emploi avec les dispositifs de suivi en place. Il intensifie plutôt l'appui du système des Nations Unies à la réalisation des plans d'action adoptés par les pays pour accélérer la réalisation des objectifs, grâce à la coordination des compétences techniques et opérationnelles fournies par l'ensemble des organismes des Nations Unies.

13. En 2014, les troisième et quatrième cycles de l'examen ont été effectués pour analyser les goulets d'étranglement qui entravaient la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans six nouveaux pays : la Colombie, la République démocratique populaire lao et le Yémen sur la faim et la pauvreté (objectif 1); le Pakistan sur l'éducation (objectif 2); les Philippines sur la santé maternelle (objectif 5); enfin, le Bénin sur l'eau et l'assainissement (cible de l'objectif 7). Après des délibérations entre les différents coordonnateurs résidents des Nations Unies, les directeurs de pays de la Banque mondiale et les membres du CSS sur les moyens d'accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, le CSS a présenté des propositions spécifiques et a fait siennes les recommandations concrètes soumises par les représentants au niveau des pays en vue de renforcer l'appui aux pays et de promouvoir une plus grande coordination des programmes des organismes.

14. À la fin 2014, 14 pays au total avaient fait l'objet d'un examen du Conseil. Dans l'ensemble, l'examen a aidé les équipes de pays à améliorer la collaboration et la cohérence dans les activités du système des Nations Unies sur le terrain, à établir un lien entre « silos sectoriels » pour promouvoir des réponses transversales et créer des synergies, et à appuyer avec plus d'efficacité les gouvernements et sensibiliser d'autres partenaires. L'initiative a encouragé la prise d'autres mesures et engagements du système des Nations Unies et a permis un meilleur alignement sur les stratégies et plans nationaux.

B. Coordination de la contribution du système des Nations Unies à l'établissement du programme de développement pour l'après-2015

15. La communauté internationale étant de plus en plus engagée dans l'établissement d'un nouveau cadre de développement, l'Assemblée générale a, dans sa résolution 69/17, souligné le rôle essentiel que le CSS jouerait dans la coordination, à l'échelle du système des Nations Unies, des activités de préparation et de suivi du programme de développement pour l'après-2015, conformément aux

mandats pertinents prescrits par les organismes intergouvernementaux. Elle a invité le Conseil à inclure dans le présent rapport des informations sur les moyens de promouvoir la cohérence des politiques à l'échelle du système des Nations Unies et d'assurer ainsi une coordination efficace des nombreuses activités touchant la programmation, la gestion et les opérations du programme de développement pour l'après-2015.

16. Dans la résolution 68/6 de l'Assemblée générale, les États Membres ont reconnu que l'élimination de la pauvreté et la promotion du développement durable étaient intrinsèquement liées et ont souligné la nécessité d'adopter une approche cohérente qui englobe de manière équilibrée les trois dimensions de ce développement, ce qui suppose l'élaboration d'un cadre unique et d'une série d'objectifs qui soient universels et applicables à tous les pays. Ils ont aussi souligné le fait que le programme devrait promouvoir la paix et la sécurité, la gouvernance démocratique, l'état de droit, l'égalité des sexes et le respect des droits de l'homme pour tous. Les États Membres ont dit qu'ils comptaient bénéficier d'un appui robuste du système des Nations Unies tout au long de leur travail.

17. En 2014, le CSS a pris des mesures concrètes pour renforcer la coordination et la cohérence des politiques à l'échelle du système des Nations Unies dans l'élaboration du programme de développement de l'après-2015, en vue d'appuyer les États Membres dans la transition vers un nouveau programme universel de développement. Le CSS s'est en particulier penché sur cinq éléments interreliés qui enracinent le développement durable dans tout contexte : universalité, égalité, droits de l'homme, intégration et données. Le Conseil a aussi examiné la capacité et l'aptitude du système des Nations Unies à mettre en œuvre le nouveau programme de développement durable, et à renforcer son efficacité et son efficience opérationnelles pour aider à atteindre des résultats en matière de développement.

18. Le Conseil a réaffirmé l'engagement qu'a pris le système des Nations Unies de saisir l'occasion historique sans précédent de l'établissement du programme de développement de l'après-2015 pour faire en sorte que le système puisse relever les défis du développement durable et de la réalisation du nouveau programme. Au cœur des délibérations du CSS se trouvait la réflexion sur le moyen de permettre au système des Nations Unies d'apporter une contribution à ce programme de transformation et de mener une action coordonnée et efficace sur des questions touchant la programmation, la gestion et les opérations liées à ce programme.

19. Pour approfondir la réflexion sur les mesures que le système des Nations Unies doit prendre pour pouvoir relever le défi et appuyer avec efficacité les États Membres dans la formulation et la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015, le Comité de haut niveau sur la gestion et le Comité de haut niveau sur les programmes ont tenu le 9 octobre 2014 une session conjointe, qui a été suivie les 23 et 24 octobre d'une retraite du Groupe des Nations Unies pour le développement. En réunissant plus de 100 hauts dirigeants des organisations du système des Nations Unies, la session conjointe visait à renforcer la capacité interne du système à répondre à la demande des États Membres d'établir un programme de développement de transformation, universel et intégré en s'appuyant sur les points forts de l'ensemble du système des Nations Unies et des parties qui le composent. Les participants ont examiné un large éventail de mesures visant à renforcer les complémentarités et les synergies au sein du système permettant d'appuyer le nouveau cadre de développement.

20. La session a estimé que le renforcement de la participation multipartite et la mobilisation de partenariats, des capacités et des ressources constituaient des mesures importantes pour appuyer la mise en œuvre du futur programme mondial. Pour que la mise en œuvre du programme de développement durable soit couronnée de succès, il faudrait aussi intégrer de manière cohérente dans toutes les politiques les trois dimensions du développement durable en tirant profit des synergies institutionnelles. Pour aller de l'avant dans ces domaines, le CSS, sous les auspices du Comité de haut niveau sur les programmes, a décidé de mettre l'accent d'abord sur les questions de l'urbanisation et de l'emploi des jeunes en procédant à un examen à l'échelle du système des moyens de renforcer la cohérence et la coordination des politiques afin d'améliorer l'exécution des programmes dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015.

21. À mesure que la communauté internationale se prépare à la transition vers le nouveau programme de développement, l'on a de plus en plus reconnu la nécessité d'un meilleur accès à des données de qualité aux fins de la planification et du suivi. Le Groupe de personnalités de haut niveau du Secrétaire général chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015 a mis l'accent sur le besoin d'une révolution des données en tant qu'un des éléments du principe de responsabilité. En 2014, le Secrétaire général a mis sur pied un Groupe consultatif d'experts indépendants des Nations Unies sur la révolution des données pour le développement pour aider à concevoir une vision ambitieuse et réalisable permettant d'évaluer de nouvelles possibilités qu'offrent l'innovation, le progrès technique et la forte augmentation de nouveaux fournisseurs de données, dans le but d'appuyer et de compléter les systèmes statistiques classiques et de renforcer le respect du principe de responsabilité aux niveaux international, régional et national. À sa deuxième session ordinaire, le CSS a examiné les recommandations formulées dans le rapport du Groupe consultatif d'experts indépendants et a appelé à l'élaboration d'un programme de travail pour renforcer la capacité interne du système des Nations Unies à tirer parti de nouvelles approches novatrices à la question des données dans son appui aux capacités nationales dans le domaine des données.

C. Contribuer à l'établissement d'un « Nouveau Programme pour les villes »

22. Dans sa résolution 67/216, l'Assemblée générale a encouragé le système des Nations Unies à contribuer effectivement et à activement participer à la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), qui se tiendra à Quito, en octobre 2016, ainsi qu'au processus préparatoire de la Conférence. Celle-ci devrait aboutir à une redynamisation de l'engagement de la communauté internationale en faveur du logement et du développement urbain durable, et de la mise en œuvre d'un « Nouveau Programme pour les villes ». Les villes sont des moteurs d'une croissance économique qui, si elle est bien planifiée et mise en œuvre, peut favoriser la création de sociétés économiquement, socialement et écologiquement viables. Toutefois, en matière de développement urbain durable, des difficultés subsistent, telles que le nombre croissant de personnes habitant des taudis, l'impact négatif de la dégradation de l'environnement sur les établissements humains et la nécessité de réduire les risques

de catastrophe et de renforcer la capacité des établissements humains urbains à faire face aux catastrophes.

23. Pour faire face à ces difficultés, le CSS a, par l'intermédiaire du Comité de haut niveau sur les programmes, créé, sous la direction du Programme des Nations Unies pour les établissements humains, un groupe de travail spécial à durée limitée sur un nouveau programme des Nations Unies pour les villes et lui a demandé de concevoir une contribution cohérente du système des Nations Unies à Habitat III. Le groupe de travail a été chargé de se pencher, en tant que contribution de fond au processus préparatoire d'Habitat III, sur les difficultés liées à l'urbanisation et au développement durable, en s'appuyant sur la riche expertise du système des Nations Unies sur la question. Le document qui en résultera, à l'élaboration duquel plus de 20 organisations du système des Nations Unies ont jusqu'ici pris part, cherchera à faire ressortir l'importance du partenariat multipartite pour appuyer le développement urbain durable et à fournir un cadre permettant aux organisations du système des Nations Unies de mettre en valeur leurs travaux sur les questions urbaines. L'action devrait se poursuivre en 2015.

III. Renforcement de la cohérence et de la coordination des politiques

24. En 2014, en application de la résolution 67/216 de l'Assemblée générale, le CCS a poursuivi la mise en œuvre d'un certain nombre d'initiatives visant à améliorer la cohérence des politiques et la coordination des programmes, en particulier dans les domaines de l'emploi des jeunes, de la cybercriminalité et de la cybersécurité, et des changements climatiques. Ces activités menées à l'échelle du système l'ont été en application des mandats intergouvernementaux confiés au CCS, y compris les résolutions 68/130, 68/243 et 68/212 de l'Assemblée générale.

A. Promotion de l'emploi des jeunes

25. Le Programme d'action mondial pour la jeunesse, adopté par l'Assemblée générale en 1995, fournit un plan directeur et des orientations concrètes pour l'action à mener au niveau national et pour l'obtention de l'appui de la communauté internationale aux fins de l'amélioration du bien-être des jeunes partout dans le monde. À plusieurs reprises, et tout récemment encore dans la résolution 68/130 de l'Assemblée générale, les États Membres ont demandé que le système des Nations Unies continue d'agir de façon coordonnée pour favoriser l'épanouissement des jeunes selon une optique plus cohérente, globale et intégrée.

26. Le Plan d'action du système des Nations Unies pour la jeunesse a été approuvé par le CSS à sa première session ordinaire, en avril 2013. Il fournit un cadre directeur et des orientations pour l'action conjointe du système des Nations Unies dans cinq domaines prioritaires, notamment l'emploi et l'entrepreneuriat. À sa vingt-huitième session tenue en octobre 2014, le Comité de haut niveau sur les programmes a estimé qu'il fallait accorder une grande attention aux difficultés sans précédent que continuaient de rencontrer dans le domaine de l'emploi les jeunes femmes et hommes à la suite de la crise financière de 2008, ce problème constituant un aspect d'un ensemble plus vaste de questions concernant la jeunesse, et a décidé de mettre sur pied une équipe spéciale à durée limitée sur l'emploi des jeunes, sous

la direction de l'Organisation internationale du Travail. Cette équipe spéciale est chargée de proposer une initiative globale à l'échelle du système des Nations Unies sur l'emploi des jeunes pour renforcer la coopération à l'échelle du système, renforcer la cohérence et la coordination des politiques, mobiliser les partenaires extérieurs et dialoguer avec eux, et pour consolider les liens entre les aspects normatifs et opérationnels des efforts des Nations Unies tendant à améliorer l'adoption et l'exécution des programmes. L'initiative s'appuiera sur le Plan d'action du système des Nations Unies pour la jeunesse en vue d'étendre le champ de l'action conjointe et de relever le défi de l'emploi des jeunes, en particulier au niveau des pays.

B. Cybercriminalité et cybersécurité

27. La communauté internationale continuant à faire face au problème de la cybercriminalité et de la cybersécurité, les mécanismes interorganisations ont continué à s'attaquer aux effets du problème. Au sein du système des Nations Unies, les efforts de coordination interne relatifs à la cybersécurité se sont intensifiés en 2014, tant les comités de haut niveau que le CSS convenant de prendre des mesures spécifiques pour veiller à l'instauration d'un environnement technologique sûr. Les organisations du système des Nations Unies sont convenues de coordonner leurs activités pour faire face aux cybermenaces et éviter une duplication des activités de cybersécurité. Par exemple, les organisations travaillent ensemble pour partager leurs informations sur les menaces à leurs environnements technologiques internes et mettre en place des programmes communs de formation à la cybersécurité. En outre, reconnaissant que les cybermenaces pourraient entraver les efforts de développement, les organisations du système des Nations Unies ont décidé de mieux se préparer à intégrer, au besoin, les mesures relatives à la cybersécurité et à la cybercriminalité dans les programmes de développement des Nations Unies, de même que de renforcer les activités de coordination interorganisations, en particulier par le truchement du Groupe des Nations Unies sur la société de l'information.

C. Faciliter l'action menée par le système des Nations Unies en ce qui concerne les changements climatiques

28. En harmonie avec la dynamique croissante des mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques, le système des Nations Unies a intensifié ses efforts tendant à appuyer les États Membres dans leur lutte contre les changements climatiques, décrite par les États Membres dans la résolution 68/212 de l'Assemblée générale comme « l'un des plus grands défis de notre temps ». Le Comité de haut niveau sur les programmes, par l'intermédiaire de son groupe de travail chargé des changements climatiques, a intensifié ses efforts en 2014 pour rendre l'expertise et les services du système des Nations Unies en matière de lutte contre les changements climatiques plus accessibles aux États Membres et à d'autres partenaires. Le Groupe de travail a publié une brochure intitulée « How the United Nations system supports ambitious action on climate change »² [Comment le

² Les versions anglaise et espagnole de la publication sont disponibles à l'adresse : www.unsceb.org/content/how-un-system-supports-ambitious-action-climate-change.

système des Nations Unies appuie une action ambitieuse dans la lutte contre les changements climatiques], qui a été rédigée et établie par une quarantaine d'entités des Nations Unies, et a été lancée au Sommet sur le climat tenu en septembre 2014. La brochure contenait aussi une compilation des 400 plus récentes et plus pertinentes publications du système des Nations Unies relatives aux changements climatiques dans une bibliothèque virtuelle, hébergée par l'Unité d'action des Nations Unies en matière de changements climatiques (UN CC:Learn), le partenaire du système des Nations Unies pour l'acquisition des connaissances sur les changements climatiques (unccllearn.org/cop20). La bibliothèque pouvait aussi être consultée hors ligne par les participants grâce à la distribution de 1 800 ports USB certifiés sans émissions de carbone et alimentés par une source d'énergie durable à la vingtième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, en décembre 2014.

29. À cette session, le Groupe de travail chargé des changements climatiques du Comité de haut niveau sur les programmes a organisé 10 réunions parallèles conjointes du système des Nations Unies et des réunions d'information techniques, pour mettre en lumière l'action du système des Nations Unies en matière de lutte contre les changements climatiques dans un ensemble de domaines thématiques, notamment le financement de l'action climatique, la santé, la sécurité alimentaire et les transports. En outre, un lieu conjoint d'exposition « Unité d'action des Nations Unies » a fait connaître les moyens par lesquels les diverses entités du système des Nations Unies travaillaient ensemble pour appuyer les États Membres dans des domaines thématiques essentiels tels que l'énergie durable, l'industrie, les investissements écologiques, l'éducation, la climatologie et la mobilité humaine.

IV. Renforcement de l'efficacité, de l'efficience, de la cohérence et de l'impact des activités opérationnelles des Nations Unies en faveur du développement

30. La mise en œuvre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles des Nations Unies au service du développement a continué de revêtir la plus haute priorité pour le Groupe des Nations Unies pour le développement. Comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 67/226 relative à la question, le Groupe des Nations Unies pour le développement a systématiquement accordé une grande attention à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire. Plus de 80 % des plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement ou des cadres équivalents prévoient des programmes de soutien à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire. En outre, 90 % des entités ayant répondu à une enquête du Département des affaires économiques et sociales ont indiqué qu'elles avaient intégré la coopération Sud-Sud dans leurs plans stratégiques.

31. Pour promouvoir davantage une approche coordonnée aux politiques et programmes du système des Nations Unies relatifs à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire, le Groupe des Nations Unies pour le développement a créé l'Équipe spéciale sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, coordonnée par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud. L'Équipe spéciale mettra l'accent sur l'intégration de la coopération Sud-Sud et de la

coopération triangulaire dans les activités opérationnelles du système des Nations Unies, en usant et en tirant bénéfice de la note du Secrétaire général sur le plan-cadre contenant des directives opérationnelles sur l'appui des Nations Unies à la coopération Sud-Sud et triangulaire (SSC/17/3). Son action portera notamment sur le renforcement et l'harmonisation des instruments, des cadres de collaboration et des arrangements institutionnels de la politique des Nations Unies en matière de coopération Sud-Sud, afin de doter de moyens les coordonnateurs résidents et les équipes de pays des Nations Unies, et afin d'appuyer leurs interlocuteurs nationaux dans la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015.

32. Le Groupe des Nations Unies pour le développement a réalisé des progrès importants devant permettre à la deuxième étape de l'initiative « Unis dans l'action » de produire les effets escomptés dans le domaine du renforcement de la cohérence, de la pertinence, de l'efficacité et de l'efficience des organismes des Nations Unies qui s'occupent de développement. En application de la résolution 67/226 de l'Assemblée générale, le Groupe a mis au point et rendu public un ensemble intégré d'appui pour permettre aux équipes de pays des Nations Unies de mettre en œuvre les instructions permanentes qu'il a publiées en 2013. Ces instructions permanentes ont été conçues de manière à s'adapter au contexte de chaque pays et seront actualisées et complétées sur la base de l'expérience. Jusqu'à la fin 2014, 43 gouvernements avaient demandé aux organismes des Nations Unies qui s'occupent de développement d'adopter l'approche « Unis dans l'action ». Le Groupe a aussi conçu un cadre de suivi et d'évaluation, comme l'avait demandé l'Assemblée générale, qui s'applique à ces pays et qui vise à renforcer l'efficacité opérationnelle de l'approche.

33. Le Groupe des Nations Unies pour le développement a aussi continué à mettre l'accent sur le renforcement de la planification stratégique et de l'établissement de rapports sur les résultats des opérations des Nations Unies au niveau des pays. En étroite coopération avec le Comité de haut niveau sur la gestion, le Groupe des Nations Unies pour le développement dirige actuellement la stratégie relative aux modalités de fonctionnement dans 14 pays afin de définir la stratégie et l'orientation du regroupement des services d'appui au niveau des pays, comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 67/226. La stratégie est un cadre facultatif qui cherche à renforcer le rapport coût-efficacité et la qualité des processus d'appui opérationnel tels que les achats, les technologies de l'information, les ressources humaines, la logistique, l'administration et les finances pour appuyer le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

34. Des progrès ont aussi été accomplis, en étroite coopération avec le Comité de haut niveau sur la gestion, dans l'élimination des goulets d'étranglement qui empêchaient les équipes de pays des Nations Unies d'engranger la totalité des gains d'efficacité obtenus dans le cadre de l'initiative « Unis dans l'action ». Jusqu'à la fin de 2014, sur 55 mesures prévues dans le Plan d'action pour le Siège, 30 avaient été entièrement mises en œuvre et 12 organismes ont indiqué avoir pris des initiatives pour surmonter les difficultés et éliminer les goulets d'étranglement, notamment en agissant de concert avec leurs organes directeurs.

35. En mettant l'accent sur les services communs d'appui aux opérations au niveau des pays, le Groupe des Nations Unies pour le développement et le Comité de haut niveau sur la gestion pilotent un centre intégré de services – le Centre des services communs – au Brésil. Le Centre cherche à rationaliser les principaux

domaines d'opérations des organismes participants en regroupant les services d'appui. Ce regroupement devrait réduire la duplication des fonctions et des coûts de transaction, tout en accroissant en même temps la qualité et l'efficacité de ces services.

36. Le Groupe des Nations Unies pour le développement a aussi accru le nombre de locaux communs partagés dans un pays par les organismes, le nombre total ayant été porté à 191 locaux communs des Nations Unies et 61 locaux officiellement appelés « Maisons des Nations Unies », sur 224 pays et territoires. Les locaux communs permettent de réduire les coûts, grâce au partage des coûts et des services, et facilitent la mise en œuvre de programmes de collaboration entre organismes. Le Groupe a aussi élaboré une stratégie des locaux communs qui vise à renforcer davantage le nombre de présences communes des Nations Unies au niveau des pays.

37. Le Groupe des Nations Unies pour le développement a pris d'importantes mesures pour renforcer davantage le système des coordonnateurs résidents. Le rôle de chef de file du coordonnateur résident a été renforcé par la mise à jour de la définition d'emploi et l'intégration de la fonction renforcée de planification et de coordination, comme l'avait demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 67/226. Le processus de sélection a été amélioré et un nouveau centre d'évaluation a commencé à fonctionner en mai 2014. À la fin 2014, 127 coordonnateurs résidents étaient en poste, dont 49 (39 %) femmes, 56 (44 %) provenant des pays en développement et 56 (44 %) provenant d'organismes autres que le PNUD. À l'appui du système des coordonnateurs résidents, le Groupe des Nations Unies pour le développement a aussi mis en œuvre une modalité de financement centralisée au niveau mondial fondée sur un partage des coûts à l'échelle du système, comme l'avaient demandé le Conseil économique et social dans sa résolution 2014/14 et l'Assemblée générale dans sa résolution 67/226.

V. Améliorer les fonctions administratives et de gestion du système des Nations Unies et innover en la matière

38. Le plan stratégique pour 2013-2016 du Comité de haut niveau sur la gestion présente l'harmonisation et la simplification des pratiques de fonctionnement comme une activité essentielle du Comité. Il est centré sur les services communs ou partagés, sur l'amélioration des pratiques communes en matière d'achats et sur d'autres initiatives visant à améliorer l'efficacité et l'efficience du système des Nations Unies. Les mesures prévues au titre de ce domaine prioritaire sont conformes à ce qu'a prescrit l'Assemblée générale dans sa résolution 67/226, à savoir la rationalisation interne des activités, la conception et la conclusion d'accords-cadres interorganisations, la mise en place de services d'appui communs et le renforcement de la collaboration en matière d'achats.

39. Tout au long de 2014, le Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion a, sous la direction du PNUD, poursuivi la collaboration et l'harmonisation dans le domaine des achats, grâce notamment à un projet visant à harmoniser les directives en matière d'achats. Dans le cadre de ce projet, des membres du personnel ont été formés dans toutes les régions pour aider plus de 30 équipes de pays des Nations Unies à créer des équipes communes chargées des achats. Une première évaluation a montré que quelque 5 millions de dollars d'économies ont été

réalisés jusqu'ici – dans huit pays seulement –, grâce à des achats communs et la conclusion d'accords à long terme avec les fournisseurs, 50 de ces accords ayant jusqu'ici été mis en place.

40. Le Réseau achats a aussi continué à travailler sur un certain nombre de projets visant au renforcement de services communs. Un projet portant sur l'achat commun de véhicules a défini des normes communes pour les véhicules et les flottes de véhicules des Nations Unies. Le Réseau a aussi organisé une procédure d'appel d'offres qui devrait déboucher sur des accords à long terme avec au moins deux constructeurs automobiles. En outre, la collaboration pour les achats réalisés sur place à Genève, Rome, New York et Copenhague s'est poursuivie tout au long de 2014.

41. À la fin 2013, un nouveau système d'agrément des fournisseurs a été instauré sur le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies (<https://www.ungm.org>), le portail commun pour les achats du système des Nations Unies. Ce nouveau système vise à améliorer l'accès des fournisseurs originaires de pays en développement et de pays en transition aux appels d'offres lancés par les Nations Unies. En outre, il cherche à rationaliser les procédures d'achat des Nations Unies pour gagner du temps et accroître l'efficacité. Dans sa résolution 69/17, l'Assemblée générale a demandé des informations sur les résultats obtenus grâce à ce nouveau système. En 2014, la nouvelle plateforme d'agrément des fournisseurs a montré des résultats positifs en termes d'agrément des fournisseurs. Un an après le lancement du projet de réforme de l'agrément des fournisseurs, le nombre de fournisseurs inscrits sur le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies s'est accru de 81 %. Le nombre de fournisseurs originaires de pays en développement et de pays en transition a doublé durant la même période. Actuellement, 55 % de l'ensemble des fournisseurs et 8 sur les 15 pays qui comptent le plus grand nombre de fournisseurs sont des pays en développement ou des pays en transition.

42. De même en 2014, l'étude préalable sur l'interopérabilité du progiciel de gestion intégré a été lancée. Cette étude, qui devrait être achevée à la mi-2015, est en application des prescriptions de la résolution 67/226 de l'Assemblée générale et devrait donner des informations au système des Nations Unies sur l'utilité et la faisabilité de l'interopérabilité.

43. Dans le domaine des finances et du budget, le Réseau Finances et budget du Comité de haut niveau sur la gestion a achevé l'élaboration de définitions communes des frais de fonctionnement, en accordant l'attention voulue aux différents modes de fonctionnement des organisations du système des Nations Unies, ce qui constitue une application des prescriptions de la résolution 67/226 de l'Assemblée générale. Les définitions étaient fondées sur un travail effectué par le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Fonds des Nations Unies pour la population et ONU-Femmes pour harmoniser et améliorer la présentation de leurs budgets d'appui. En conséquence, une définition commune des frais de fonctionnement a été approuvée et sera utilisée à titre de référence par d'autres organisations dans l'ensemble du système des Nations Unies.

44. Dans sa résolution 67/226, l'Assemblée générale a apprécié les progrès accomplis dans l'amélioration de la transparence et a demandé de nouveaux efforts visant à assurer la cohérence et la complémentarité des fonctions de contrôle, d'audit et d'évaluation dans l'ensemble des organismes des Nations Unies qui

s'occupent de développement. Pour donner suite à cette demande, le Réseau Finances et budget a entrepris une évaluation complète des outils de gestion des risques, de contrôle et de responsabilisation actuellement utilisés dans les organisations du système des Nations Unies. En s'appuyant sur ce travail, le Comité a, par l'intermédiaire du Réseau Finances et budget, mis au point un « modèle de gestion des risques et de mécanismes de contrôle et de responsabilisation », en consultation avec les représentants des services de vérification interne des comptes des organismes des Nations Unies et des institutions financières multilatérales et du Corps commun d'inspection. Le modèle adopté entérinait le modèle des « trois lignes de défense » de l'Institut des auditeurs internes en tant que bonne pratique largement reconnue comme telle et comme modèle de référence approprié de contrôle pour le système des Nations Unies.

45. Auparavant, l'Assemblée générale avait demandé la mise au point d'un système de gestion de la résilience de l'Organisation des Nations Unies, en reconnaissant la nécessité de clairement définir les rôles, les responsabilités et les relations des acteurs engagés dans la préparation aux situations d'urgence et dans l'intervention en cas d'urgence. À sa session d'avril 2014, le Comité de haut niveau sur la gestion a examiné le système de gestion de la résilience de l'Organisation des Nations Unies, qui avait été approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 67/254 en tant que cadre de l'Organisation pour la gestion des situations d'urgence. Dans la même résolution, l'Assemblée générale a formulé la recommandation d'étendre le système aux institutions spécialisées, aux fonds et aux programmes. En application de la résolution, le Comité de haut niveau sur la gestion a, en octobre 2014, approuvé la politique du système de gestion de la résilience de l'Organisation des Nations Unies, les indicateurs de résultats importants du système et le régime d'entretien, de fonctionnement et d'examen qui y sont associés.

46. Conformément à la résolution 68/244, par laquelle l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de chercher tous les moyens de gagner en efficacité et de maîtriser les coûts des régimes d'assurance maladie proposés aux retraités des organismes des Nations Unies, le Réseau Finances et budget a aussi élaboré les termes de référence d'une étude à mener en 2015 à l'échelle du système sur la question. L'étude analysera les caractéristiques communes aux organisations du système des Nations Unies et les différences entre celles-ci concernant la définition, le financement et la gestion des régimes d'assurance maladie proposés aux retraités des organismes des Nations Unies, en vue d'identifier les mesures permettant d'adopter des approches communes plus efficaces et efficaces, en ne perdant pas de vue les divers modes de fonctionnement, les sources de financement et la dynamique démographique au sein du système des Nations Unies.

47. Le programme du Comité de haut niveau sur la gestion relatif à la gestion des ressources humaines a pour objectif principal la poursuite de la mise en place d'une fonction publique internationale qui soit indépendante, neutre, hautement qualifiée et motivée, et capable de répondre à l'évolution incessante des exigences de la communauté internationale, surtout dans le cadre de l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015.

48. Le Comité de haut niveau sur la gestion a, par l'intermédiaire de son réseau Ressources humaines, activement participé et apporté une contribution à la poursuite de l'étude approfondie des conditions d'emploi de la CFPI. Un des éléments clefs de l'étude est l'alignement des modèles de récompenses et

d'appréciations sur les pratiques en matière de gestion de la performance. Des représentants du Réseau ont participé aux travaux d'un certain nombre de groupes de travail de la CFPI et ont eu l'occasion de partager leurs données d'expérience et bonnes pratiques. Des projets pilotes pour des récompenses et des appréciations fondées sur la performance ont déjà été mis en œuvre avec succès par certaines organisations du système des Nations Unies, telles que le Fonds international pour le développement agricole et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets.

49. La mobilité interorganisations du personnel a été un autre domaine considéré comme important par le Réseau Ressources humaines en 2014. Le Réseau a analysé les propositions initiales relatives à une mise en œuvre future et à la définition d'un cadre procédural pour l'Accord interorganisations concernant la mutation, le détachement ou le prêt de fonctionnaires entre les organisations appliquant le régime commun des Nations Unies en matière de traitement et indemnités, qui avait été adopté par les entités du système des Nations Unies en 2012. Ce travail visait à jeter une solide base pour le renforcement de la mobilité du personnel à la fois au Siège et dans les lieux d'affectation hors Siège. Le Réseau Ressources humaines a étendu le projet pilote réussi à des lieux d'affectation hors Siège dans un souci d'harmoniser le recrutement du personnel local.

50. Dans sa résolution 69/17, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de diffuser auprès des directeurs des services des ressources humaines des organisations membres, par l'intermédiaire du Comité de haut niveau sur la gestion, des exemples de bonnes données d'expérience et d'enseignements tirés de l'expérience. Par la suite, les directeurs des ressources humaines des organisations du système des Nations Unies ont échangé des informations sur les données de l'expérience pratique et sur les bonnes pratiques dans le domaine de la gestion de la performance. Des échanges portant sur le transfert des connaissances et l'échange des données d'expérience dans le domaine de la gestion de la performance se sont déroulés avec succès. Un groupe de travail de spécialistes de la gestion de la performance a commencé à mieux recenser les bonnes pratiques dans les domaines principaux de la gestion de la performance, tels que la cohérence de l'évaluation, la gestion des résultats non satisfaisants et l'arbitrage.

51. Le CSS a souligné l'importance du multilinguisme. Le Conseil a fait des efforts constants en 2014 pour promouvoir et faciliter le multilinguisme, en application de la résolution 67/292 de l'Assemblée générale. Un soutien à une approche coordonnée du multilinguisme a été fourni au moyen du recensement et du partage des politiques et outils existants sur le multilinguisme dans l'ensemble du système des Nations Unies. Plusieurs organisations membres ont désigné des responsables de la coordination afin d'améliorer la coopération entre les départements techniques et les départements linguistiques lors de la production des documents officiels. En outre, la plupart des organisations membres du CSS offrent aux membres de leur personnel des cours de langues gratuits au moins dans deux des langues officielles des Nations Unies. En offrant des cours de langues, et en promouvant par là le multilinguisme, les organisations visent à améliorer la communication et à accroître l'efficacité organisationnelle dans l'appui aux priorités des États Membres.

52. Durant les deux dernières années, les organisations du système des Nations Unies ont aussi promu le multilinguisme dans les lieux d'affectation hors Siège. Les

organisations encouragent de plus en plus les membres de leur personnel à apprendre les langues locales de leurs lieux d'affectation hors Siège et leur facilitent cet apprentissage en offrant des cours ou en fournissant des subventions pour la formation. Des progrès ont aussi été réalisés par plusieurs organisations dans la fourniture de cours de langues en ligne, l'objectif majeur étant de promouvoir le multilinguisme dans des lieux d'affectation hors Siège où les cours de langues par un enseignant présent sont moins largement disponibles. De même, des progrès ont été réalisés ces dernières années dans le choix de contenus locaux pour les sites Web et la présence locale dans les médias sociaux.

VI. Application des Normes comptables internationales pour le secteur public

53. Depuis l'adoption des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS)³ en 2006 par le système des Nations Unies par l'entremise du Comité de haut niveau sur la gestion (CEB/2006/3), 21 organisations ont effectué avec succès la transition vers ces normes et ont obtenu des opinions d'audit dépourvues de réserve pour leurs premiers états financiers conformes aux normes IPSAS. Trois organisations ayant adopté les normes en 2014 ont effectué avec succès la transition vers ces normes et sont en train d'établir leurs premières séries d'états financiers conformes aux normes IPSAS. Ces résultats attestent la capacité du système des Nations Unies à la fois à adopter les normes IPSAS et à continuer de se conformer à celles-ci pour améliorer la qualité de l'information financière, en renforçant la transparence et le respect du principe de responsabilité.

54. La plupart des organisations se trouvant à présent dans la période d'après application, la priorité reste d'améliorer l'efficacité des processus de soutien et de renforcement de la qualité des états financiers et d'autres rapports financiers conformes aux normes IPSAS, de même que de partager les enseignements tirés de l'expérience et les meilleures pratiques à travers l'ensemble du système des Nations Unies. Afin de mieux soutenir les organisations, l'accent n'est désormais plus mis sur l'application proprement dite des normes IPSAS; on s'attache plutôt à encourager les entités du système à pérenniser la conformité de leurs états financiers à ces normes et à tirer parti des avantages que celles-ci présentent.

55. En 2014, le Groupe de travail des normes comptables a confié à des groupes thématiques de réflexion dirigés par des membres du Groupe le soin de s'occuper de l'établissement de rapports sur les inventaires, sur la durée de vie utile des biens, des végétaux et de l'équipement, sur les immobilisations incorporelles et sur la comptabilisation des immobilisations avec peu de justificatifs. L'équipe chargée du projet IPSAS à l'échelle du système a continué à appuyer le Groupe de travail en facilitant la tenue de ses réunions et sa communication avec les comités de haut niveau et les vérificateurs externes des comptes, en suivant de près les activités du Conseil de l'IPSAS, en coordonnant la diversité de l'information financière conforme aux normes IPSAS, et en fournissant des orientations et un soutien dans des domaines d'intérêt particulier identifiés par le Groupe de travail. Parmi les tâches exécutées en 2014 figurent un examen des politiques comptables relatives

³ Les Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) sont des normes d'information financière élaborées de façon indépendante et qui sont considérées comme la pratique optimale en matière d'information financière pour les entités du secteur public.

aux biens et aux produits d'opérations sans contrepartie, et une comparaison de la terminologie employée dans les états financiers conformes aux normes IPSAS des organisations du système des Nations Unies.

VII. Accentuer la transparence et le respect du principe de responsabilité

56. La poursuite du dialogue de fond direct entre le Conseil et les États Membres, conformément à ce qu'avait demandé l'Assemblée générale dans ses résolutions 64/289 et 69/17, en renforçant la transparence des activités du Conseil, et l'application du principe selon lequel celui-ci doit rendre des comptes aux États Membres sont restées des priorités en 2014. Trois réunions officielles d'information sur les travaux du CSS ont été organisées par le secrétariat de celui-ci sur ses travaux à l'intention du Conseil économique et social en juin, juillet et décembre 2014. En outre, le Vice-Président du Comité de haut niveau sur la gestion a organisé en avril une réunion d'information à l'intention des États membres sur les travaux du Comité de l'harmonisation et de la simplification des pratiques de fonctionnement au sein du système des Nations Unies. En juin, le Comité du programme et de la coordination a assisté à un exposé sur les principales activités du Conseil. En décembre, les trois Vice-Présidents des organes subsidiaires du CSS ont pris part à un dialogue avec le Conseil économique et social sur la question de la place que sont appelés à occuper à plus long terme les organismes des Nations Unies qui s'occupent de développement.

57. Des informations sur les travaux du CSS sont aussi restées sur le site Web du Conseil (www.unsceb.org). En particulier, le site Web contient les statistiques sur les ressources financières et humaines du système des Nations Unies, le Directory of Senior Officials (DOSO) [Répertoire des hauts fonctionnaires des Nations Unies] et les rapports et conclusions du CSS et du Comité. Une nouvelle section multilingue a été créée pour rendre accessibles à une plus large audience les informations que contient le site Web. L'harmonisation de l'établissement de rapports concernant les statistiques du CSS et de la présentation de ces statistiques a été étendue aux données du Service des achats du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets. En outre, un travail est en cours pour l'élaboration d'un catalogue des données du système des Nations Unies. Cette initiative sera lancée sous la forme d'un service en ligne et vise à présenter une situation plus complète des ressources de données publiques des Nations Unies. C'est en classant les données par thèmes couverts et par sources institutionnelles que cette initiative cherche à promouvoir l'accessibilité des données, la transparence et le respect du principe de responsabilité à leur sujet dans ce domaine de plus en plus important du partage des données.

VIII. Coordination entre le Conseil des chefs de secrétariat et les autres organismes à financement conjoint

58. Le CSS et le Corps commun d'inspection ont poursuivi leur collaboration, en particulier durant l'établissement de rapports du Corps commun d'inspection portant sur l'ensemble du système. En 2014, des consultations se sont déroulées entre le Corps commun d'inspection et le CSS sur une base régulière. Par exemple, durant

l'établissement du rapport du Corps commun d'inspection sur la deuxième phase de la gestion axée sur les résultats à l'échelle du système, le secrétariat du CSS a distribué toute la documentation et tous les supports et outils de formation produits par le réseau de praticiens de la gestion axée sur les résultats du Comité de haut niveau sur la gestion. Un échange de vues et d'informations similaire a eu lieu durant l'élaboration du rapport du Corps commun d'inspection sur un examen de la sûreté et de la sécurité dans les organismes des Nations Unies. Enfin, en 2014, le secrétariat du CSS a participé à l'atelier semestriel des responsables de la coordination des organismes et a présenté le processus par lequel les observations touchant l'ensemble du système sont élaborées.

59. Le CSS a aussi continué à aider le Corps commun à recenser les questions touchant l'ensemble du système des Nations Unies devant être inscrites à son programme de travail.

60. Le Réseau Ressources humaines du Comité de haut niveau sur la gestion a aussi poursuivi sa participation de longue date aux sessions et groupes de travail de la CFPI et aux réunions du Comité consultatif sur les questions d'ajustement de poste. Par l'intermédiaire de son groupe hors siège, le réseau ressources humaines a étroitement collaboré avec la Commission sur des questions telles que l'examen du classement des lieux d'affectation et les autres prestations accordées au personnel hors siège.

IX. Conclusions

61. Tout au long de l'année 2014, sous la direction du Secrétaire général, en sa qualité de Président du CSS, le Conseil a participé aux efforts du système des Nations Unies tendant à renforcer la cohérence et la coordination d'un large éventail de questions concernant les opérations, les programmes et la gestion, afin d'appuyer l'exécution de mandats donnés par des organismes intergouvernementaux et les priorités de ces organismes. À mesure que les difficultés que la communauté internationale rencontre deviennent de plus en plus complexes, le système des Nations Unies cherche à aider les États Membres en promouvant des activités de préparation et de suivi des conférences et des réunions au sommet des Nations Unies en consolidant la cohérence et la coordination des politiques, en renforçant l'efficacité et l'impact des activités opérationnelles des Nations Unies en faveur du développement et en améliorant les fonctions administratives et de gestion du système des Nations Unies.

62. Améliorer la transparence et le respect du principe de responsabilité par le dialogue avec les États Membres et renforcer les informations à la disposition du public sur son site Web continuent d'être des priorités pour le Conseil. Le CSS poursuit en outre sa coopération avec les autres organes de coordination à financement conjoint, en particulier avec le Corps commun d'inspection et la CFPI sur des questions d'intérêt commun.

Annexe

Résumé de l'état d'avancement de la mise en œuvre des conclusions et des recommandations figurant dans le rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa cinquante-quatrième session (A/69/16)

Conclusions et recommandations

Le Comité a rappelé que, dans sa résolution 67/292, l'Assemblée générale avait invité le Secrétaire général, de par son rôle de président du CSS, à appuyer une approche coordonnée du multilinguisme au sein du système des Nations Unies. Soulignant l'importance de mettre en œuvre au plus tôt cette résolution, le Comité a recommandé que l'Assemblée demande au Conseil de rendre régulièrement compte de l'état de la mise en œuvre dans les rapports qu'il présenterait au Comité (par. 521).

Le Comité a noté que le CSS poursuivait son œuvre d'harmonisation et de simplification des pratiques de fonctionnement et s'est félicité des gains d'efficacité que permettait l'allègement des contraintes administratives et procédurales, l'objectif étant à terme d'améliorer la cohérence, la coordination, l'efficacité, la transparence dans le système des Nations Unies et de renforcer la crédibilité de celui-ci. Le Comité a demandé à être informé des progrès qui seraient réalisés à cet égard et a recommandé que l'Assemblée générale appelle l'attention du Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil, sur la nécessité de poursuivre dans cette voie (par. 522).

Le Comité a salué l'action menée par le CSS pour instaurer des bonnes pratiques dans le domaine de la gestion de la performance. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil et par l'intermédiaire du Comité de haut niveau sur la gestion, de diffuser auprès des directeurs des services des ressources humaines des organisations membres des exemples de bonnes pratiques et d'enseignements tirés de l'expérience (par. 524).

Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général, en sa qualité de Président du CSS, d'encourager les fonds et programmes ainsi que les institutions spécialisées et autres entités du système des Nations Unies à continuer de systématiquement

État de la mise en œuvre

L'appui à une approche coordonnée du multilinguisme a été apporté par le partage des outils et des données d'expérience sur le multilinguisme, la coopération entre les départements techniques et linguistiques, l'organisation de cours de langue à l'intention du personnel, y compris de cours dans les langues locales et de cours en ligne, l'élaboration de contenus de site Web multilingues et la présence multilingue dans les médias sociaux (voir par. 50 et 51 du présent rapport).

Le CSS, par l'intermédiaire du Comité de haut niveau sur la gestion, poursuit son œuvre d'harmonisation et de simplification des pratiques de fonctionnement en mettant l'accent sur des pratiques communes en matière d'achats, sur des services communs et partagés, sur des pratiques à l'échelle du système en matière de gestion des risques et de capacité à faire face aux risques, sur des services communs de trésorerie, sur des coûts de recouvrement harmonisés et sur la gestion des ressources humaines. Grâce à ces efforts, le système des Nations Unies a pu accroître l'efficacité et réduire les coûts, tant au Siège qu'au niveau des pays (voir par. 38 à 50 du présent rapport).

Un atelier d'une journée entière a été organisé et axé sur le transfert des connaissances et des données d'expérience dans le domaine de la gestion de la performance. Après la tenue de l'atelier, un groupe de travail de spécialistes de la gestion de la performance a entrepris de recenser les bonnes pratiques dans les principaux domaines de la gestion de la performance tels que la cohérence de l'évaluation, la gestion des résultats non satisfaisants et l'arbitrage (voir par. 50 du présent rapport).

Le CSS a, par l'intermédiaire du Groupe des Nations Unies pour le développement, apporté son appui à la prise en compte de la coopération Sud-Sud dans les activités opérationnelles de développement, avec plus de 80 % des plans-cadres des Nations Unies pour l'aide

tenir compte de l'appui à la coopération Sud-Sud dans leurs programmes d'activités opérationnelles de développement à l'échelle des pays (par. 525).

Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale demande au CSS d'indiquer si le nouveau système d'agrément des fournisseurs avait permis d'accroître la participation des pays en développement et des pays en transition aux passations de marché des Nations Unies, dans le respect des règles et réglementations en vigueur (par. 526).

Le Comité a souligné le rôle essentiel que le CSS jouerait dans la coordination, à l'échelle du système des Nations Unies, des activités de préparation et de suivi du programme de développement pour l'après-2015, en application des mandats pertinents prescrits par les organismes intergouvernementaux. Le Comité a recommandé à cette fin que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil, de lui indiquer, dans le rapport annuel que le CSS présentera à sa cinquante-cinquième session, les moyens de renforcer ce rôle de manière à promouvoir la cohérence des politiques à l'échelle du système des Nations Unies et à assurer ainsi une coordination efficace des nombreuses activités touchant la programmation, la gestion et les opérations de ce programme mondial (par. 527).

Le Comité a recommandé de nouveau que l'Assemblée générale appelle l'attention du Secrétaire général, en sa qualité de Président du CSS, sur les sujets de préoccupation suivants :

a) La nécessité de veiller à ce que les activités et initiatives du Conseil, notamment celles qui ont trait à la cohérence de l'action menée par le système des Nations Unies, soient conformes aux mandats prescrits par les organismes intergouvernementaux;

b) La nécessité de veiller à ce que les mesures prises par le Comité de haut niveau sur la gestion soient davantage en harmonie avec les orientations

au développement traitant la question dans le cadre de programmes exécutés au niveau des pays. Une approche coordonnée de l'action dans le domaine des politiques et des programmes sur la question a en outre été appuyée par la mise sur pied de l'Équipe spéciale de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire (voir par. 30 et 31 du présent rapport).

La nouvelle plateforme d'agrément des fournisseurs a montré des résultats positifs en matière d'agrément des fournisseurs, le nombre de ceux-ci figurant sur le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies s'étant accru de 81 % et le nombre des fournisseurs des pays en développement et des pays en transition ayant doublé (voir par. 41 du présent rapport).

Le CSS a pris des mesures concrètes pour renforcer la cohérence des politiques et la coordination, à l'échelle du système, des activités touchant l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015, en vue d'appuyer les États Membres dans la transition vers un nouveau programme universel de développement. Le Conseil a aussi examiné la capacité et l'aptitude du système des Nations Unies à exécuter le nouveau programme de développement durable, en particulier au niveau national, et à renforcer son efficacité et son efficacité opérationnelles dans la réalisation des objectifs du développement. Pour le renforcement de son rôle dans la consolidation de la cohérence des politiques, le CSS a confié aux comités de haut niveau la tâche d'intensifier leurs efforts de coordination à l'échelle du système sur les aspects du programme de développement de l'après-2015 touchant les programmes, la gestion et les opérations. (voir par. 15 à 21 du présent rapport).

Agir en appui et conformément aux mandats prescrits par les organismes intergouvernementaux et aux priorités des États Membres revêt la plus haute importance pour le CSS. Tout au long de ses travaux, le Conseil a pris un grand soin de veiller à ce que ses activités et initiatives ainsi que les travaux des comités de haut niveau soient en conformité avec les mandats prescrits par les organismes intergouvernementaux. Dans le domaine des achats communs, l'action entreprise par le Comité de haut niveau sur la gestion est menée en application des dispositions pertinentes de la résolution 67/226 de l'Assemblée générale relative à l'examen quadriennal complet des politiques

Conclusions et recommandations

État de la mise en œuvre

fixées par les organes délibérants des Nations Unies, y compris dans le domaine des achats.

Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat, de poursuivre le dialogue de fond direct entre le Conseil et les États Membres, conformément au paragraphe 4 de la résolution 64/289 de l'Assemblée, de manière à renforcer davantage la transparence des activités du Conseil et l'application du principe selon lequel celui-ci doit rendre des comptes aux États Membres (par. 531).

et dans le respect des règles et réglementations des Nations Unies régissant les achats.

Le CSS a poursuivi d'organiser un dialogue et des échanges avec les États Membres en organisant et en tenant une série de réunions officielles et officieuses d'information, de même que des exposés tout au long de l'année. Des informations détaillées sur les travaux du Conseil ont été rendues disponibles sur le site Web du CSS (voir par. 57 du présent rapport).